

LES DOSSIERS

Sortir du nucléaire

Le double jeu du nucléaire

*Comment l'énergie nucléaire favorise
la prolifération de l'arme atomique*



La dissuasion nucléaire, une bombe à retardement

Une guerre atomique, même régionale, pourrait provoquer un "hiver nucléaire" et modifier le climat au point d'entraîner une famine planétaire, selon des études américaines et soviétiques convergentes. Or, en 2009, les arsenaux mondiaux totalisent près de 25 000 bombes atomiques, dont 2 000 pourraient être lancées en quelques minutes.

Après la guerre froide, le risque de conflit atomique semblait atténué. Aujourd'hui, de nombreux scientifiques et hommes politiques estiment que "le monde est au bord d'un second âge nucléaire".

"Le nombre d'Etats dotés de l'arme nucléaire pourrait plus que doubler dans les prochaines années", alerte M. ElBaradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Et de qualifier la situation au Moyen-Orient de "bombe à retardement".

En outre, il devient envisageable que les Talibans contrôlent un jour la bombe pakistanaise, que la Corée du Nord développe des missiles à tête nucléaire ou que des terroristes parviennent à confectionner une arme atomique.

La doctrine de la "dissuasion nucléaire" se révèle donc "contagieuse". Comparer la force de frappe à "l'assurance-vie de la Nation", comme le fait Nicolas Sarkozy, ne peut qu'inciter de nouveaux Etats ou entités encore moins contrôlables à se doter de la puissance atomique. ■

Les armes nucléaires ne nous apportent rien d'autre que l'équilibre de la terreur, et la terreur, même en équilibre, c'est encore de la terreur.

George Wald,
prix Nobel de médecine 1967



Une guerre atomique, même locale, pourrait provoquer un "hiver nucléaire".

"J'avais quatorze ans à Hiroshima..."

"Le squelette de l'adulte tenait serré dans ses bras le petit squelette de l'enfant. Les deux corps avaient été figés (...) dans la position même où ils étaient avant de mourir."

"Dans la zone la plus proche du centre de l'explosion, il n'y avait pas un seul corps. (...) Dans l'instant qui suivit la déflagration, les êtres humains, comme tout le reste, avaient été instantanément transformés en cendres et poussières."

"Ceux qui travaillaient en extérieur étaient brûlés et écorchés sur tout le corps. Il ne leur restait des cheveux qu'à l'endroit protégé par le chapeau."

"Mon petit frère, Hideo, avait sept ans. (...) Le rayonnement thermique [l']avait frappé dans le dos. (...) La peau de ses jambes pendait en lambeaux qui s'enroulaient sur eux-mêmes comme des calamars séchés que l'on a fait griller."

"Les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki n'ont été décidés par les Etats-Unis que dans le but de détenir la mainmise sur l'issue de la guerre et de tester l'arme nucléaire sur des êtres humains."

Hashizume Bun.

Extraits de *Le jour où le soleil est tombé. J'avais quatorze ans à Hiroshima.*
Editions du Cénacle de France, 2007. Traduction : Pierre Régnier.

Les victimes des essais nucléaires demandent réparation

Plus de 2 000 essais nucléaires atmosphériques et souterrains ont été effectués à travers le monde, relâchant d'importantes quantités de radioactivité dans l'environnement.

Côté français, 150 000 civils et militaires ont participé aux 210 tirs du Sahara et de Polynésie, de 1960 à 1996. Les populations locales ont également été exposées. La France ne les a ni protégés ni informés des risques encourus, prétendant que ses tirs étaient "propres". Beaucoup souffrent aujourd'hui de cancers, leucémies,

maladies cardio-vasculaires et neurologiques, stérilité, fausses-couches, ou ont donné le jour à des enfants malformés.

Face à la forte mobilisation des victimes des essais, la France prépare une loi d'indemnisation, présentée au Parlement en 2009. Cependant, le dispositif mis en place va exclure la plupart des victimes. Il est entièrement contrôlé par le ministère de la Défense, qui considère que "cette loi ne concerne qu'une centaine de personnes". ■

sommaire

Les conséquences de l'arme atomique	2.
Le carburant des centrales et des bombes	4.
Les contradictions de la non-prolifération	6.
Comment ils ont acquis la bombe	8.
La France championne de la prolifération	10.
Abolir le nucléaire civil et militaire	11.
Le nucléaire pacifique en question	12.



Réseau "Sortir du nucléaire"

Fédération de 840 associations
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél : 04 78 28 29 22 - Fax : 04 72 07 70 04
contact@sortirdunucleaire.fr

www.sortirdunucleaire.fr

Créé fin 1997, le Réseau "Sortir du nucléaire" est une fédération citoyenne, agréée pour la protection de l'environnement. En 2009, elle rassemble 840 associations et 26 000 membres individuels autour d'une charte d'objectifs communs. Association libre et indépendante, elle est financée exclusivement grâce aux dons et cotisations de ses membres. Loin de toute considération politicienne, le Réseau veut faire entendre la voix d'une majorité de l'opinion publique qui souhaite que la France s'engage le plus vite possible sur la voie de la sortie du nucléaire.

Dossier réalisé en collaboration avec :

Observatoire
des armements
www.obsarm.org



Le double jeu du nucléaire.

Supplément à la revue Sortir du nucléaire n° 44, automne 2009. CPPAP : 0608 G 83296
ISSN : 1276-342 X Directeur de publication : Patrice Bouveret. Rédactrice en chef : Nadège Morel. Maquette : Wladimir Quénu. Imprimé à 30 000 exemplaires par Savoy Offset sur papier 100 % recyclé. Un grand merci à tous ceux et celles qui ont participé à la réalisation de ce journal.

Tant qu'il y aura des centrales, il y aura des bombes...

Il en est des beaux discours comme du poker : ce que vous voyez n'est souvent que ce que l'on vous montre. En avril 2009, Barack Obama annonçait "l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires". Bluffés, les médias ont renchéri sur cette seule déclaration. Obama ajoutait cependant : "Nous devons exploiter l'énergie nucléaire dans le cadre de nos efforts contre le réchauffement climatique". Et de promettre que "tous les pays pourront accéder à une énergie nucléaire pacifique"...

Un joueur exercé devrait se souvenir des parties précédentes... Un mois plus tôt, Al Gore déclarait : "Au cours des huit années que j'ai passées à la Maison Blanche [en tant que vice-président], tous les problèmes de prolifération des armes nucléaires auxquels nous avons été confrontés étaient liés à un programme nucléaire civil."

Même le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'a pas les manches assez larges pour dissimuler cette carte gênante. Aussi annonçait-il la couleur devant les Nations unies en 2008 : "La conséquence d'une renaissance du nucléaire serait la dissémination de matières nucléaires dans des pays beaucoup plus nombreux. Ceci, naturellement, augmente le risque [qu'elles] soient détournées pour faire des armes nucléaires".

Quant à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), peu suspecte de connivence anti-nucléaire, elle calcule que la contribution de l'énergie atomique à la réduction des émissions de CO₂ ne pourrait dépasser les 6 %... contre 54 % pour les économies d'énergie et 21 % pour les énergies renouvelables, avec une mise inférieure !

Le nucléaire contre l'effet de serre ? Jackpot pour l'industrie nucléaire ! Mais le climat ? Sur le carreau. L'intérêt général ? Au tapis. Et le désarmement ? Mauvaise pioche ! La prolifération des armes nucléaires en serait démultipliée.

Pour gagner la partie contre les armes nucléaires et contre le changement climatique, il faut abattre nos vrais atouts : les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Et sortir du nucléaire avant de tout perdre... ■

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Le ridicule tue



MARIUS PIVOINE AU BALCON par Red!



Bombes et centrales :

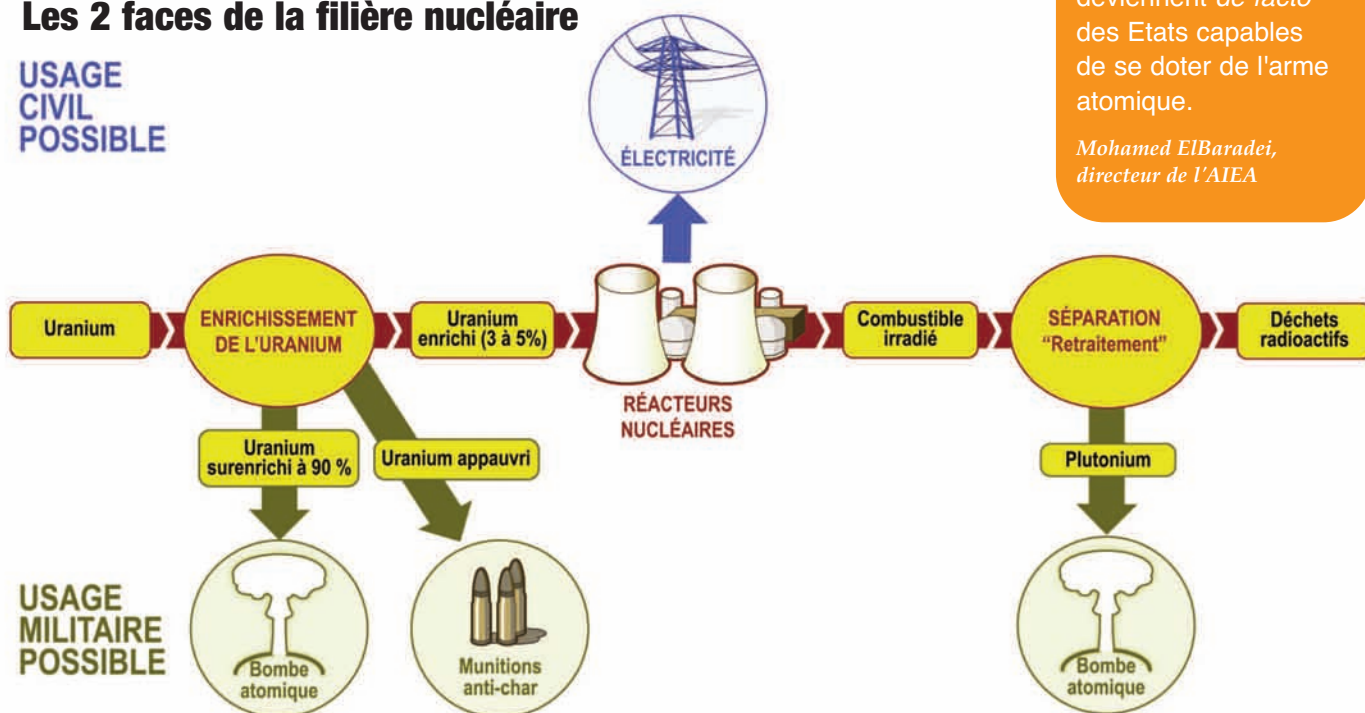
Il n'y a pas de frontière entre nucléaires civil et militaire. Le carburant des bombes est le même que celui des centrales : l'uranium ou le plutonium. Se procurer ces ingrédients explosifs est l'étape décisive pour confectionner une bombe atomique. La filière nucléaire "civile" offre toutes les technologies pour y parvenir.

Les pays qui maîtrisent l'enrichissement de l'uranium et la séparation du plutonium deviennent *de facto* des Etats capables de se doter de l'arme atomique.

Mohamed ElBaradei,
directeur de l'AIEA

Les 2 faces de la filière nucléaire

USAGE
CIVIL
POSSIBLE



Uranium ou plutonium : les indispensables

Deux matières peuvent provoquer une explosion nucléaire : l'uranium enrichi et le plutonium.

La bombe A d'Hiroshima contenait environ 50 kg d'uranium enrichi. Celle de Nagasaki 6 kg de plutonium. Lancer deux bombes sur le Japon a permis aux Américains de tester chacune de ces technologies...

Dans les années 1960, une arme encore plus puissante a été mise au point : la bombe H. Elle exploite la fusion de l'hydrogène, provoquée par une "petite" bombe A. Ce type d'arme nécessite donc aussi de l'uranium ou du plutonium.

Les principes de base pour confectionner une bombe atomique artisanale sont disponibles sur Internet. L'obstacle le plus sérieux à une telle réalisation reste de se procurer les ingrédients explosifs. ■

Enrichissement de l'uranium : une technologie duale

La même installation permet de produire soit le combustible d'une centrale, soit celui d'une bombe nucléaire. Comment ? L'uranium contient plusieurs sortes d'atomes (isotopes). Mais seul l'uranium 235 (U235) est fissile, c'est-à-dire capable d'alimenter une réaction nucléaire. Problème, il est très rare : l'uranium n'en contient que 0,7%.

Il faut donc enrichir l'uranium en U235 afin de faciliter l'apparition d'une réaction en chaîne. Le principe : on part d'une grande quantité d'uranium dont on retire l'U235 pour l'ajouter à une autre dose d'uranium plus petite. Une

technique qui est restée longtemps difficile à mettre en œuvre.

Aujourd'hui, l'enrichissement par ultra-centrifugation est relativement simple et économique. Les centrales nucléaires se contentent d'uranium enrichi à 3%. Il suffit de faire tourner les centrifugeuses un peu plus longtemps pour obtenir de l'uranium enrichi à 90% : de quoi fabriquer une bombe atomique.

Voilà pourquoi la communauté internationale s'inquiète que l'Iran se dote d'installations d'enrichissement de l'uranium à grande échelle (lire p. 7). ■

même carburant

Il n'y a pas de plutonium pacifique

Une faible quantité de plutonium suffit pour provoquer une explosion atomique – d'où l'intérêt des militaires. Le plutonium n'existe pas dans la nature, mais tous les réacteurs nucléaires en produisent. Pour le rendre utilisable, il faut le séparer du combustible irradié par un traitement chimique dit "retraitement".

La composition du plutonium varie selon son origine. Le mélange le plus explosif, "de qualité militaire", sort de réacteurs optimisés dans ce but. Il en faut environ 5 kg pour fabriquer une bombe. Quand il provient d'une centrale électronucléaire, il est dit "de qualité réacteur". Il n'est pas optimal pour l'usage militaire

mais reste relativement efficace : 10 kg suffiraient pour provoquer une explosion.

L'Etat français ment délibérément en affirmant que la technologie des réacteurs qu'il exporte "ne comporte pas de risques de détournement à usage militaire, car elle (...) ne débouche pas sur la production de matières fissiles utilisables dans des armes".

Dès 1977 pourtant, les Etats-Unis ont reconnu avoir réussi un essai nucléaire utilisant "du plutonium de qualité réacteur comme explosif" et alertaient sur "les risques de prolifération liés au retraitement du combustible usé des réacteurs commerciaux". ■

MOX : on ne peut pas neutraliser le plutonium

Le MOX, mélange d'uranium et de plutonium, est parfois présenté comme un moyen de lutter contre la prolifération. En effet, il n'est pas directement explosif, de par sa forte teneur en uranium appauvri. Cependant, une étude américaine démontre que le plutonium peut être séparé du MOX neuf de façon "simple et rapide". Des ateliers de chimie disponibles dans l'agro-alimentaire pourraient être "mis sur pied en quatre mois pour produire le plutonium nécessaire à la fabrication d'une bombe une semaine plus tard".

Le combustible MOX est très peu utilisé dans les centrales électriques car il présente un coût et des risques extrêmement élevés. La France en est le principal utilisateur et promoteur dans le monde.

Selon l'hypothèse d'AREVA, son constructeur, le réacteur français EPR pourrait contenir 110 tonnes de MOX constitué à 11 % de plutonium. Ce MOX, s'il était séparé avant utilisation, fournirait 12 tonnes de plutonium pur. Soit 1 200 bombes d'une charge explosive de 10 kg chacune.

Depuis que les Etats-Unis et la Russie ont démantelé une partie de leurs arsenaux atomiques, ils cherchent un débouché à leur gigantesque stock de plutonium militaire. L'un des projets serait d'en faire du MOX pour prévenir sa réutilisation dans de nouvelles bombes. Une illusion, puisqu'on ne peut neutraliser le plutonium de façon définitive. ■

Uranium appauvri : des munitions radioactives

Un déchet radioactif utilisé comme banale matière première dans des armes...

Les munitions à l'uranium appauvri ne provoquent pas d'explosion nucléaire, mais elles dispersent des particules radioactives dans l'environnement. L'uranium appauvri est un déchet très abondant de l'industrie nucléaire. Plus lourd que le plomb et doté de capacités perforantes et incendiaires, ce métal constitue un noyau "idéal" pour les obus anti-chars.

Ces armes se volatilisent en explosant. Et les poussières d'uranium – appauvri ou non – sont radioactives et toxiques. Un véritable poison pour l'organisme. Ingerées, elles peuvent causer des cancers des reins, même à faible dose. Inhalées, elles subsistent dans les voies respiratoires et risquent de provoquer des cancers du poumon.

Ces munitions ont été largement utilisées par l'armée américaine au Koweït, en Irak, en Bosnie et au Kosovo. Des maladies telles que le syndrome de la guerre du Golfe sont apparues dans ces zones de conflit, touchant des combattants et des civils. Mais l'exposition à l'uranium appauvri n'est pas reconnue officiellement comme en étant la cause et ces munitions ne sont toujours pas interdites. ■



Les obus à l'uranium appauvri dispersent des particules radioactives en explosant.

TNP, L'AGENT DOUBLE

La non-prolifération au service de l'atome

Le Traité de non-prolifération (TNP) repose sur un marché paradoxal : promettre l'énergie nucléaire aux pays qui renoncent à l'arme atomique. Ce pacte sert avant tout les intérêts des grandes puissances nucléaires.

Tel que le décrit Barack Obama, "le marché est simple : les pays possédant l'arme nucléaire s'engageront vers un désarmement, ceux qui n'en sont pas dotés ne l'acquerront pas, et tous les pays pourront accéder à une énergie nucléaire pacifique."

Ce marché est contradictoire. Les technologies et matières nucléaires civiles ou militaires sont très similaires. On ne peut diffuser les unes en préservant le secret des autres.

Ce marché est inéquitable. Il octroie le monopole de l'arme atomique aux

cinq grandes puissances mondiales déjà détentrices du droit de veto à l'ONU.

Enfin, c'est un marché de dupes. 41 ans après le lancement du traité, les cinq Etats nucléaires reconnus n'ont toujours pas éliminé leurs armes nucléaires. Au contraire, ils sophistiquent leurs arsenaux. En outre, ils s'accordent le droit de choisir à quels Etats – signataires ou non du TNP – ils vendent leurs technologies nucléaires. Quatre nouveaux Etats sont ainsi parvenus à se doter de l'arme atomique. Et d'autres sont aujourd'hui sur les rangs (lire pages 8 et 9).

Le TNP se révèle incapable d'arrêter la propagation de l'arme atomique dans le monde. Un échec prévisible, car inscrit dans la nature même du traité. ■

L'absurde doctrine du nucléaire pacifique

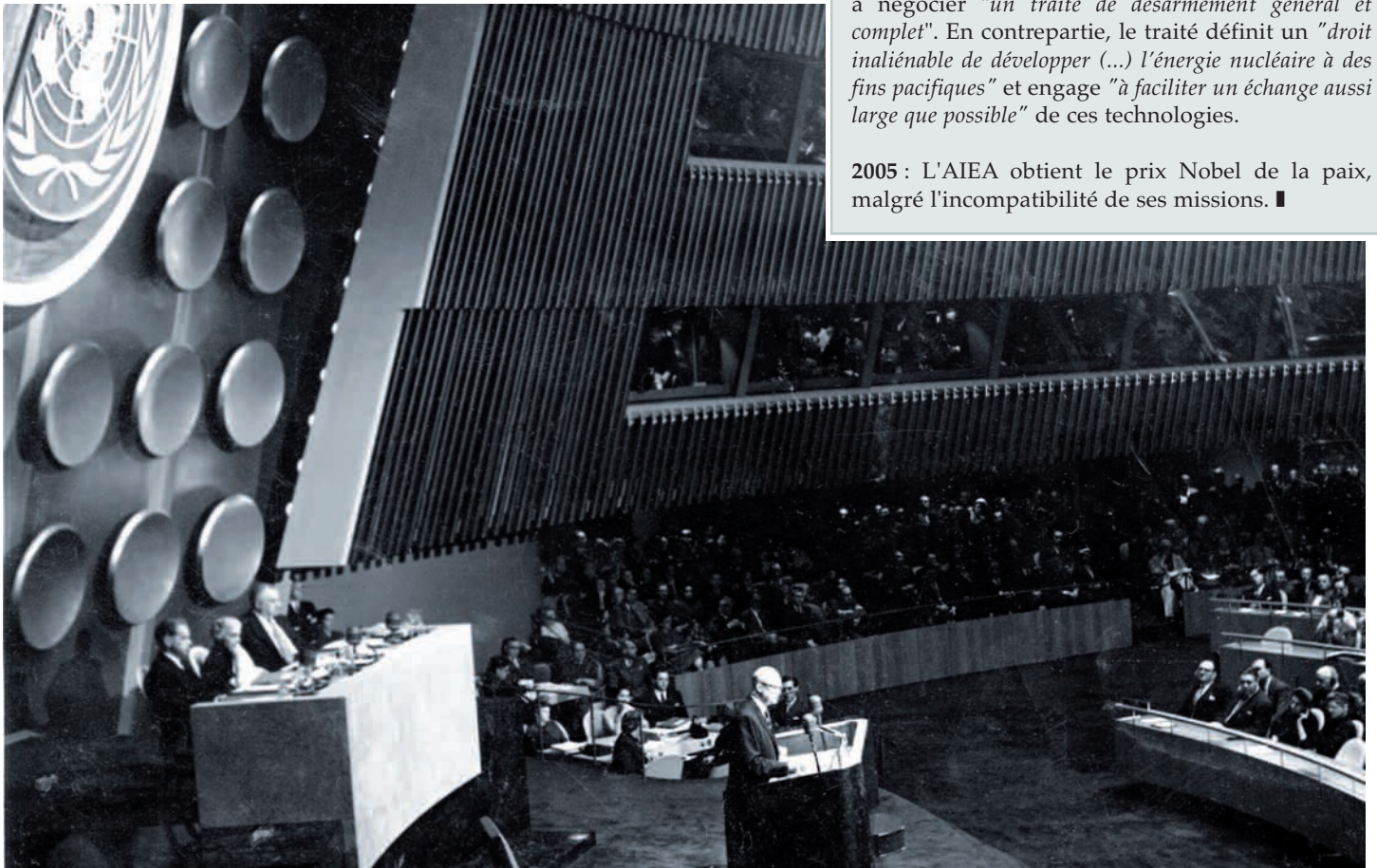
1953 : "Il ne suffit pas de retirer l'arme [atomique] des mains des soldats", il faut "l'adapter aux arts de la paix", proclame le président américain Eisenhower pour lancer le programme "Des atomes pour la paix".

1957 : L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est fondée avec l'objectif "d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde" tout en s'assurant que l'aide fournie n'est pas détournée "à des fins militaires".

1968 : Les signataires du Traité de non-prolifération (TNP) s'engagent à "ne pas fabriquer ni acquérir" d'armes nucléaires et, s'ils en possèdent déjà, à négocier "un traité de désarmement général et complet". En contrepartie, le traité définit un "droit inaliénable de développer (...) l'énergie nucléaire à des fins pacifiques" et engage "à faciliter un échange aussi large que possible" de ces technologies.

2005 : L'AIEA obtient le prix Nobel de la paix, malgré l'incompatibilité de ses missions. ■

United Nations



Le discours "Des atomes pour la paix", devant l'ONU en 1953, énonce le dogme du "nucléaire pacifique" sur lequel reposera le TNP.

Le patron de l'AIEA redoute une vague de prolifération

Le gardien du TNP est inquiet. Mohamed ElBaradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), annonce que le système de non-prolifération risque l'effondrement. *"Bientôt, nous aurons non seulement 9 États nucléaires mais probablement aussi 10 ou 20 États "quasi-nucléaires" prédit-il. Il estime que de nombreux pays "ont la capacité de développer des armes nucléaires en un temps très court s'ils sortent du TNP ou s'ils parviennent à le faire clandestinement".* Seule issue selon ElBaradei : que les puissances nucléaires établies restaurent leur "autorité morale" en désarmant "aussi vite que possible".

Face aux risques de détournement induits par la promotion de l'énergie nucléaire, ElBaradei préconise le renforcement du système de contrôle et la

création d'une "banque de combustible". Le principe serait de centraliser la fabrication du combustible nucléaire dans les pays déjà nucléarisés.

Cette mesure rencontre l'opposition du Brésil, de l'Iran et d'autres pays membres du Mouvement des non-alignés. *"L'accès au combustible nucléaire ne peut être réservé à certains, créant un monopole et donc une inégalité",* résume le président iranien.

Les matières nucléaires fournies risquent aussi d'être détournées à des fins militaires. Le combustible MOX, à base de plutonium (lire p. 5), présente un risque élevé de ce point de vue. Les prétendants au feu nucléaire sont toujours parvenus à passer au travers des contrôles. ElBaradei lui-même le reconnaît : l'AIEA recense "200 cas de trafic illicite de matières nucléaires par an". ■



Le directeur de l'AIEA ne remet pas en cause le développement de l'énergie nucléaire.

Iran, emblème des contradictions du TNP

Le cas de l'Iran est exemplaire des contradictions inhérentes au TNP. Sommé par la communauté internationale de mettre un terme à son programme d'enrichissement de l'uranium, ce pays proteste de ses intentions pacifiques. Il reproche aux grandes puissances "d'empêcher d'autres pays d'acquiescer la technologie permettant de produire une énergie nucléaire pacifique" et de "bloquer les progrès en matière de désarmement depuis des années".

Signataire du TNP dès 1968, l'Iran du Chah noue de nombreux partenariats nucléaires. La France l'invite en 1974 à investir dans son usine d'enrichissement d'uranium, Eurodif. L'Allemagne commence en 1976 la construction d'une centrale nucléaire dans le sud de l'Iran. Surpris par la révolution islamique, les Occidentaux interrompent toute collaboration, malgré les fonds engagés par

l'Iran. La vague d'attentats perpétrés en France dans les années 1980 a été en partie imputée à des repréailles iraniennes liées au contentieux Eurodif.

En 1995, les Russes reprennent la construction de la centrale iranienne. À la même période, l'Iran se procure semi-clandestinement la technologie de l'enrichissement de l'uranium via le réseau pakistanais (lire p. 8). Il installe des centrifugeuses en grand nombre et prétend vouloir produire le combustible de sa future centrale électrique – qui, en 2009, n'est toujours pas entrée en fonction. L'AIEA lui reproche en outre d'entraver ses contrôles en jouant sur la réglementation.



Un faisceau de présomptions laisse supposer que l'Iran prépare un programme militaire, mais aucune preuve ne permet de l'affirmer catégoriquement. Tant que le TNP garantira "le droit inaliénable de développer (...) l'énergie nucléaire à des fins pacifiques", l'Iran ou d'autres États auront beau jeu d'invoquer cet argument pour mener à bien leurs ambitions atomiques. ■

Comment ils ont acquis la bombe

■ Cinq puissances "officielles"

En 1945, les États-Unis percent le secret de l'arme atomique. Ils sont rejoints par l'Union soviétique (1949), le Royaume-Uni (1952), la France (1960) et la Chine (1964). Ils mettent sur pied des arsenaux d'envergure tout en se forgeant une industrie électronucléaire, grâce à leurs investissements massifs dans la recherche scientifique et les technologies de pointe.

■ 4 Etats "hors TNP"

Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord (lire page de droite).

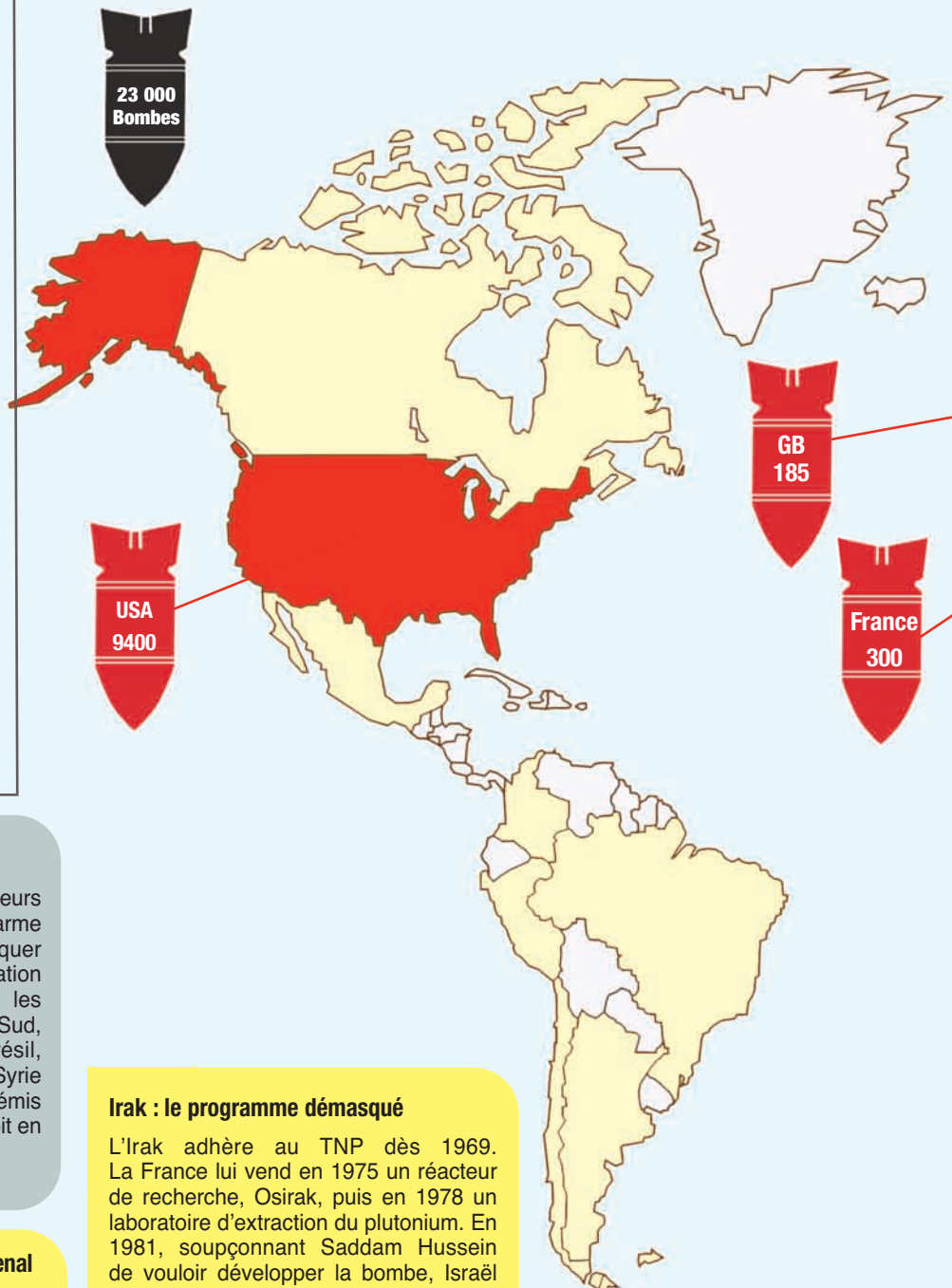
■ 3 programmes "clandestins"

Afrique du Sud, Irak, Iran (lire ci-dessous)

■ 44 Etats nucléarisés

44 Etats possèdent des centrales nucléaires ou des réacteurs de recherche – y compris les 9 pays dotés d'armes atomiques. Ces pays qui maîtrisent la technologie "civile" ont la capacité de développer une arme nucléaire rapidement. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) a été adopté par l'ONU en 1996. Il a été conçu pour n'entrer en vigueur qu'après la ratification de ces 44 États. Un aveu qu'ils sont bien placés pour mettre au point des charges nucléaires...

9 Etats possèdent :



Le "club nucléaire" attire des prétendants

Les puissances installées développent leurs arsenaux, de nouveaux pays accèdent à l'arme atomique... Cette situation peut provoquer un effet d'entraînement. Le Nonproliferation Policy Education Center classe parmi les candidats plausibles l'Irak, la Corée du Sud, Taïwan, le Japon, l'Algérie, le Brésil, l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et la Turquie... Autant d'États qui soit ont émis le désir d'appartenir au "club nucléaire", soit en possèdent le potentiel technique.

Afrique du Sud : l'Etat qui a éliminé son arsenal

En 1963, la France échange du minerai d'uranium sud-africain contre un transfert de technologies nucléaires. Elle fournit à Pretoria les installations et forme les personnels nécessaires à l'élaboration de sa bombe. S'ajouteront en 1976 deux réacteurs nucléaires et de l'uranium enrichi. Également épaulée par l'Allemagne et la Suisse, l'Afrique du Sud se dote ainsi en secret de sept armes atomiques dans les années 1980. Le président De Klerk, élu en 1989, décide d'éliminer ces armes pour sonner la fin de l'apartheid et ratifie le TNP en 1991.

Irak : le programme démasqué

L'Irak adhère au TNP dès 1969. La France lui vend en 1975 un réacteur de recherche, Osirak, puis en 1978 un laboratoire d'extraction du plutonium. En 1981, soupçonnant Saddam Hussein de vouloir développer la bombe, Israël bombarde le réacteur avant son entrée en service. L'Irak poursuit alors ses recherches dans des installations camouflées. En 1991, à l'issue de la guerre du Golfe, on découvre que l'Irak était tout près d'aboutir. L'AIEA démantèle alors ces installations. Dix ans plus tard, les Américains conduisent une guerre contre l'Irak en s'abritant notamment derrière le soupçon d'un nouveau programme nucléaire, qui n'existait pas en réalité.

Iran : 40 ans d'ambitions nucléaires

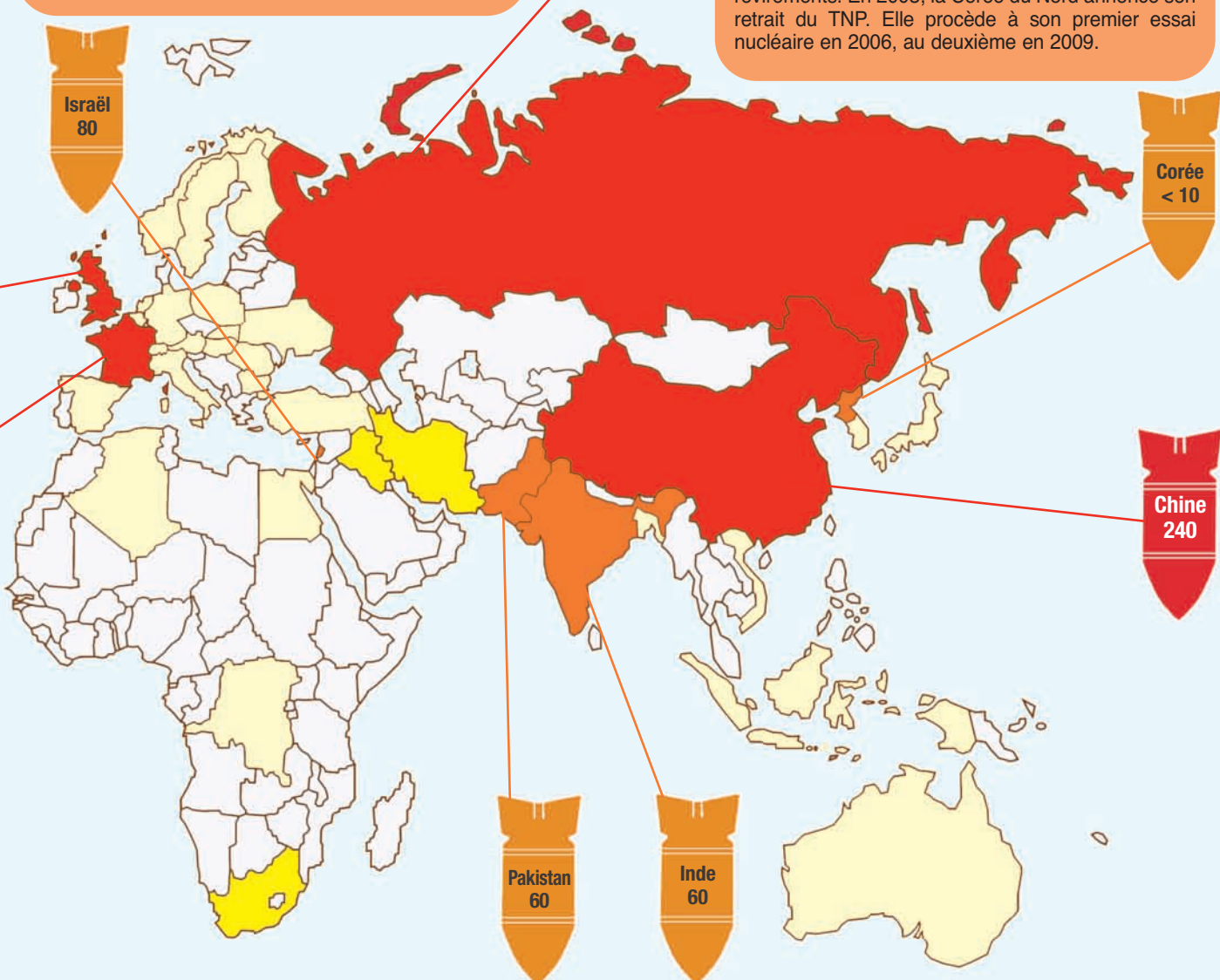
L'Iran revendique le droit de développer un programme nucléaire "pacifique" conformément aux garanties du TNP dont il est signataire depuis l'origine. Il est réfréné par la communauté internationale qui le soupçonne de nourrir des ambitions militaires (lire page 7).

Israël : le secret absolu

Dès sa création, en 1948, Israël veut la bombe. En 1956, il signe un accord de coopération secret avec la France. Un réacteur nucléaire et une usine d'extraction du plutonium de modèle français sont construits dans le désert israélien. Grâce au plutonium extrait, Israël élabore sa première bombe atomique vers 1965. En 2009, Israël n'a toujours pas signé le TNP et ne reconnaît pas officiellement l'existence de son arsenal nucléaire.

Corée du Nord : de faux-semblants en vrai programme

A partir des années 1950, l'URSS, la Chine puis le Pakistan vendent à la Corée du Nord des connaissances et du matériel nucléaire "civil". Le pays possède ainsi des réacteurs et une installation de séparation permettant d'obtenir du plutonium. Il signe le TNP en 1985 mais alterne négociations et refus des inspections de l'AIEA, impuissante face à ces revirements. En 2003, la Corée du Nord annonce son retrait du TNP. Elle procède à son premier essai nucléaire en 2006, au deuxième en 2009.



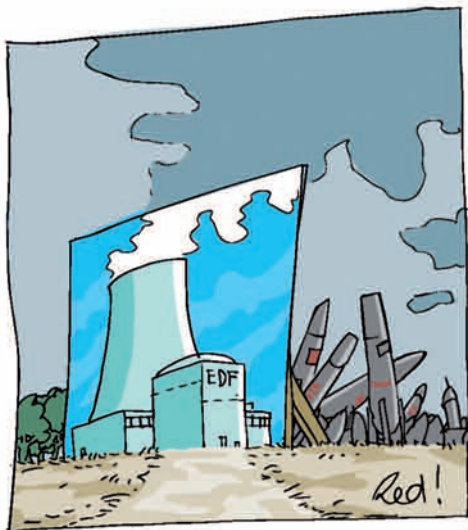
Pakistan : un réseau clandestin international

Dans les années 1960, les États-Unis et le Canada fournissent au Pakistan des réacteurs nucléaires. En 1971, en conflit avec l'Inde, le Pakistan annonce : "Notre peuple aura sa bombe islamique". Cela n'empêche pas la France de lui vendre une usine d'extraction du plutonium en 1973. Un contrat interrompu en 1978 suite aux pressions américaines. Se tournant vers la filière de l'uranium, le Pakistan construit secrètement une usine d'enrichissement. Les plans ont été subtilisés aux Pays-Bas par le Dr Khan, un espion. Le matériel nécessaire est obtenu dans plusieurs pays occidentaux. La Chine fournit les plans d'une bombe à l'uranium enrichi et, dès les années 1990, le Pakistan annonce qu'il sait concevoir une arme nucléaire. Il le prouve en 1998 par deux essais, en riposte à ceux de l'Inde. En outre, le réseau clandestin du Dr Khan cède la technologie de l'enrichissement à la Libye, la Corée du Nord et à l'Iran.

Inde : la brèche dans le TNP

Dans le cadre du programme "Des atomes pour la paix", l'Inde reçoit en 1955 un réacteur nucléaire canadien. Entre 1963 et 1971, les États-Unis et la France fournissent également des réacteurs et du combustible. En 1968, l'Inde dédaigne le TNP. En 1974, elle teste sa première bombe, nourrie au plutonium du réacteur "civil" canadien. Et qualifie ce tir de "pacifique" ! S'ensuit un embargo qui l'empêche d'importer des technologies nucléaires. Trop tard ! En 1998, l'Inde procède à 5 nouveaux essais atomiques. En 2008, un accord de coopération avec les États-Unis et la France lève l'embargo. Cette initiative agrandit encore la brèche dans le régime du TNP. L'Inde n'accepte qu'en partie le contrôle de l'AIEA mais pourra acheter librement des centrales nucléaires aux États-Unis et à la France !

L'énergie nucléaire en façade



Dès 1945, le général de Gaulle crée le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Cet organisme au statut d'exception chapeaute l'ensemble de la filière nucléaire, imbriquant industrie et défense nationale. Les trois réacteurs de la filière "graphite-gaz", construits à Marcoule dans les années 1950, sont présentés comme des prototypes pour la production d'électricité. En réalité, ils fabriquent prioritairement du plutonium pour la bombe. Le gouvernement n'annonce qu'en 1958 l'existence d'un programme militaire et le premier tir atomique français a lieu en 1960.

Depuis, la France reste le parfait exemple de la synergie entre nucléaires civil et militaire, maîtrisant toutes les étapes des deux filières. Si elle ne produit plus de matières à usage militaire, dont elle possède un stock abondant, elle en

garde le potentiel avec ses installations "civiles". Une nouvelle usine d'enrichissement est construite près de celle d'Eurodif. Et l'usine de retraitement de La Hague, dans la Manche, reste la plus grande au monde. ■



J'ai toujours veillé à ce que le nucléaire civil et le nucléaire militaire aillent de pair...
Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait.

*Général Charles Ailleret,
l'un des "pères" de la bombe française*

La France favorise la prolifération

La France prétend lutter contre la prolifération. Pourtant, elle développe son arsenal et exporte ses technologies nucléaires au mépris des risques de détournement.

La France a longtemps minimisé le risque de prolifération, allant jusqu'à défendre "le pouvoir égalisateur de l'atome". Bien que le TNP lui reconnaisse un statut privilégié, elle ne l'a signé qu'en 1992. Cela lui a permis durant 24 ans de proliférer sans rendre compte de ses activités nucléaires nationales et internationales.

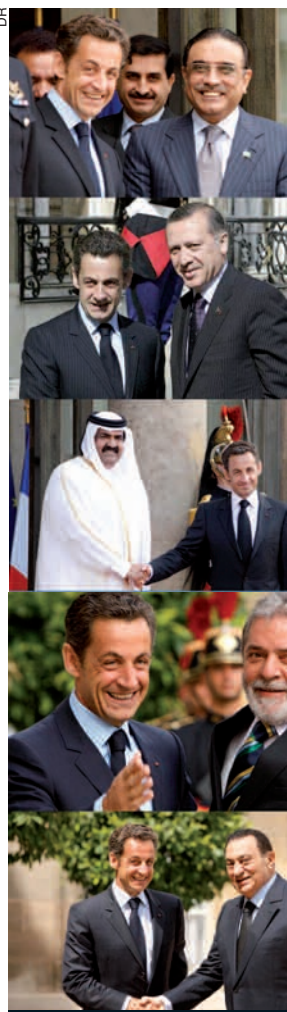
Selon le président Sarkozy, la France "a aujourd'hui un bilan exemplaire, et unique au monde, en matière de désarmement nucléaire". Une conception bien particulière du désarmement. En effet, si la France a limité le nombre de ses armes nucléaires, elle ne cesse de les perfectionner. Elle s'apprête notamment à équiper ses sous-marins d'un nouveau missile, le M51, d'une portée de 9 000 km. Et elle construit des outils de recherche, tels que le laser Mégajoule, près de Bordeaux, pour élaborer les armes nucléaires du futur.

S'ils avaient des volontés pacifiques, alors qu'ils acceptent les contrôles."

Depuis les années 1960, la France a favorisé l'émergence de programmes militaires en collaborant avec Israël, l'Afrique du Sud, le Pakistan, l'Irak et l'Iran (lire pages 8-9). Une politique amplifiée depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. "La France est prête à aider tout pays qui veut se doter de l'énergie nucléaire civile", déclarait-il ainsi lors de la conférence sur les changements climatiques de septembre 2007, en niant tout risque de détournement.

Quant au désarmement total auquel l'engage le TNP, il n'est pas à l'ordre du jour. Nicolas Sarkozy se pose pourtant en défenseur du droit international et déclarait ainsi en juin 2009 : "Si l'Iran veut le nucléaire civil, il y a droit. Le nucléaire militaire : non.

Depuis 2007, la France a signé de nouveaux accords de coopération nucléaire "pacifique" en Libye, Algérie, Tunisie, Maroc, Chine, Inde, Italie, Slovaquie, Tunisie, Pakistan et Brésil. Et tente de convaincre l'Égypte, le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite... ■



Le président Sarkozy tente de placer une centrale nucléaire à chaque rencontre avec un homologue étranger.

Agir pour éliminer les armes nucléaires

L'ONU et le Parlement européen appellent de leurs vœux une Convention pour l'élimination totale des armes nucléaires.

L'association Les Maires pour la Paix, initiée par l'élu d'Hiroshima, milite pour que ce texte soit signé lors de la prochaine conférence de révision du TNP, à New York, en mai 2010. Le réseau Abolition 2000 (2 000 organisations



dans plus de 90 pays) soutient cette initiative. Il appelle en outre les principales puissances nucléaires à soutenir la nouvelle Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) et à planifier l'abandon de l'énergie nucléaire. Les citoyens du monde entier sont invités à écrire aux présidents concernés sur le site de la campagne "Nucléaire, relayez la flamme de l'abolition" : www.abolitionflame.org ■

Couper l'approvisionnement à la source

Le projet de Traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires est soutenu par la plupart des puissances nucléaires. En effet, ces Etats possèdent déjà des stocks et conservent leur capacité de production via la filière énergétique. Un tel traité ne sera efficace que s'il interdit totalement l'enrichissement d'uranium et la production de plutonium. Il pourrait même prohiber l'exploitation des mines d'uranium, comme le réclament des ONG. Une décision qui couperait l'approvisionnement des deux filières, civile et militaire. ■

Irena, l'agence des vraies énergies pacifiques

L'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) est née en janvier 2009. Cinq mois plus tard, 136 pays l'avaient rejointe.

La France a hésité à rejoindre l'Irena, avant d'en décrocher la présidence. Une stratégie de cheval de Troie ? La France tente régulièrement de faire inscrire le nucléaire parmi les énergies renouvelables. Coïncidence : le siège de

l'Irena a été attribué à l'Arabie saoudite, qui projette d'acheter des réacteurs nucléaires à la France.

L'Irena doit promouvoir les énergies renouvelables et les économies d'énergie à travers le monde. A terme, cette agence pourrait détrôner l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en promouvant des énergies réellement pacifiques. ■



DR

Les zones sans nucléaire majoritaires sur la planète

La majorité des pays ne possède ni centrales ni bombes atomiques. 5 zones exemptes d'arme nucléaire (Zean) ont été créées en Antarctique, en Amérique latine et Caraïbes, en Asie du Sud-Est, en Afrique et dans le Pacifique-Sud. Une autre est en cours de ratification en Asie centrale.

Hélas, conformément à la logique du TNP, l'ONU a conféré aux Zean le droit d'accéder à l'énergie atomique. Or, un désarmement complet et durable exigerait des zones totalement exemptes de

nucléaire, qu'il soit à but militaire ou énergétique. Plusieurs pays ont banni les centrales nucléaires. En Autriche, l'utilisation de l'énergie nucléaire est anticonstitutionnelle. La Nouvelle-Zélande s'est déclarée "zone dénucléarisée". En Europe, des pays tels que l'Allemagne et la Belgique ont décidé de sortir du nucléaire. De nombreuses collectivités locales européennes et américaines se sont déclarées "zones sans nucléaire" pour peser sur la politique de leur gouvernement. ■



© André Paris

Le "nucléaire pacifique" en question

► Qu'est-ce que la prolifération ?

C'est l'accroissement des risques liés aux armes nucléaires. La prolifération dite "horizontale" entraîne l'augmentation du nombre de bombes et de pays qui en possèdent. La prolifération dite "verticale" tend à rendre ces armes plus destructrices.

► Une guerre atomique est-elle encore possible ?

Oui. 9 pays possèdent 23 000 bombes atomiques, et ne cessent de les "perfectionner". Cette situation incite de nouveaux Etats – ou des terroristes – à briguer cette arme de destruction massive. Lire page 2.

► Une centrale nucléaire facilite-t-elle l'accès à l'arme atomique ?

Oui. Réacteurs nucléaires et bombes atomiques utilisent des combustibles similaires, obtenus par des filières identiques. Le contrôle des uns ouvre donc une voie royale à la fabrication des autres ! Lire pages 4 et 5.

► Qu'est-ce que l'AIEA ?

L'Agence internationale de l'énergie atomique possède deux missions contradictoires. D'un côté, elle promeut l'usage de l'énergie nucléaire à travers le monde. De l'autre, elle lutte contre l'utilisation militaire des technologies nucléaires. Lire pages 6 et 7.

► A quoi sert le TNP ?

Le Traité de non-prolifération, lancé en 1968, privilégie les Etats les plus puissants de la planète au nom d'un désarmement nullement programmé. Il engage les autres Etats à renoncer aux

usages militaires du nucléaire mais les incite à développer ses applications "pacifiques", malgré l'imbrication de ces technologies. Lire page 6.

► Quels pays possèdent des bombes atomiques ?

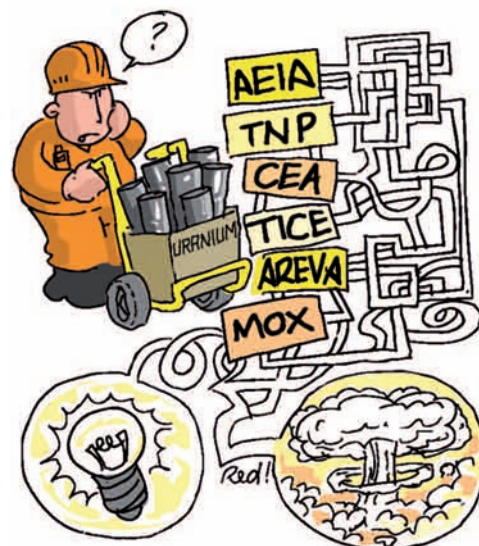
5 pays sont reconnus par le TNP comme puissances nucléaires : les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine. 4 autres pays possèdent des bombes : Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. D'autres pays pourraient les rejoindre. Lire pages 8 et 9.

► Quel est le rôle de la France ?

La France contribue à la prolifération mondiale. Elle exporte ses technologies nucléaires dans le monde entier en niant les risques de détournement. Elle donne le mauvais exemple en sophistiquant son arsenal au nom de la "sécurité nationale". Lire page 10.

► Pourra-t-on éliminer les armes nucléaires ?

La majorité des Etats du globe appelle les puissances nucléaires à éliminer totalement leurs armes nucléaires. Mais



rien ne garantit un désarmement durable tant que des matières et des compétences utiles à la bombe seront disséminées sous couvert d'applications "pacifiques". Lire page 11.

► Comment en savoir plus ?

Les sources complètes de ce dossier et des informations complémentaires sont à votre disposition sur www.sortirdunucleaire.org/lesdossier. Vous pouvez également commander les ouvrages ci-dessous auprès du Réseau "Sortir du nucléaire".

Commandes

Commandes sur boutique.sortirdunucleaire.fr ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 LYON CEDEX 04 (frais de port : ajouter 3,50 € pour 1 article ou 5 € pour plusieurs).

Livres :
• *Le complexe nucléaire. Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire.* 7 €
• *La Bombe, l'univers opaque du nucléaire.* 19 €
• *Les irradiés de la République. Les victimes des essais nucléaires français prennent la parole.* 15 €

Brochures :
• *Peut-on recycler les déchets nucléaires ? Coûts, risques et enjeux de l'industrie du plutonium.* 2 €
• *Face à la menace climatique, l'illusion du nucléaire.* 5 €

Jeu :
• *Atomic Business. La prolifération nucléaire pour tous !*
Prix promo -20 % : 20 €